REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

**JUGEMENT COM-
MERCIAL N° 155 du
13/08/2025**

**AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 23 JUILLET
2025**

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 23 Juillet deux mille vingt-cinq, statuant en matière commerciale tenue par Madame **MAIMOUNA NOU-HOU KOULOUNGOU**, Présidente du Tribunal, en présence de **GERARD DELANNE ET SEYBOU SOUMAILA**, **Membres** ; avec l'assistance de Maître **HADIZA DAOUDA**, **Greffière**, a rendu le jugement dont la teneur suit :

AFFAIRE :

**Société d'Activités
Professionnelles
Minières(SAPROM)
C/**

**MALBAZA CEMENT
COMPAGNY, SA**

ENTRE

Société d'Activités Professionnelles Minières(SAPROM), Société à responsabilité limitée SARL, ayant son siège social à Niamey quartier francophonie, rue Tandja Mamadou Duplexe n.27, NIF : 15715/R, RCCM NI-AGA- 2009-B-130 du 20/08/2009 Tel : 99.20.04.01, représentée par son gérant Monsieur **SALISSOU LAOUALY né le 27/01/1965 à Maradi**, titulaire de la carte n° 11748/2024/CPVF, Niamey domicilié au quartier francophonie de Niamey et assisté de Me **AMANI YAHOUZA**, avocat à la cour, avenue Karl Casten, plateau-Niamey (Niger) BP : 10.320 , Téléphone : +227 77 30 33 27.

**DEMANDERESSE
D'UNE PART**

ET

MALBAZA CEMENT COMPAGNY, SA, société Anonyme ayant son siège social à Malbaza, BP / 03 Malbaza, Nif. 17768/R, RCCM : NI-KON-2010-B-047, téléphone +227 20 640 449, représentée par Monsieur Ibrahim ANGO, assisté de **la SCPA KADRI LEGAL**.

**DEFENDEUR
D'AUTRE PART**

LE TRIBUNAL

Suivant requête en date du 14 MAI 2025, la société d'activités professionnelles Minières(SAPROM)), société à responsabilité limitée, représentée par son gérant, monsieur SALISSOU LAOUALY et assistée de maître AMANI YAHOUZA, avocat à la Cour, assignait par devant le tribunal de commerce de Niamey la société MALBAZA CEMENT COMPAGNY, SA, assistée de la SCPA KADRI LEGAL aux fins de:

Y Venir MALBAZA CEMENT COMPAGNY

EN LA FORME

- Déclarer l'action de la requérante comme étant régulière ;

AU FOND

- Constater la rupture abusive du contrat de prestation de services par la société MCC ;
- Tirer toutes les conséquences juridiques de cette rupture abusive contractuelle ;
- Constater le non-paiement des honoraires fixes convenus entre les deux parties depuis le 31 octobre 2024 ;
- La condamner à payer la somme de quatre-vingt-dix-neuf millions quatre cent cinquante mille F CFA(99.450.000) tous frais confondus tels exposés précédemment par la société d'activités professionnelles Minières(SAPROM)) société à responsabilité limitée, représentée par son gérant, monsieur SALISSOU LAOUALY ;
- Décider en premier et dernier ressort de la décision à intervenir ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement nonobstant toutes voies de recours ;
- Condamner la société MCC aux dépens ;

FAITS

Le 01 Novembre 2022, un contrat de prestation de services a été signé entre la SAPROM et la MCC pour une durée de douze mois avec tacite reconduction à son terme pour la même durée.

Par courrier, la requise transmettait une lettre de renouvellement du contrat en date du 28 octobre 2024 pour une durée de 03 mois et en réponse, la SAPROM répondait à cette dernière avec certaines observations, par lettre en date du 30 octobre 2024.

La MCC s'étant abstenue de répondre à ladite, adressait à la requérante une lettre de résiliation en date du 15 novembre 2024 avec un préavis allant du 15 novembre 2024 au 14 février 2025.

Par la suite la requise adressait une deuxième lettre de résolution au domicile et non au siège social de la SAPROM par le ministère d'un huissier avec un nouveau préavis

comptant du 09 décembre 2024 au 08 mars 2025 pour le contrat en date du 1 novembre 2022.

Suivant contrat en date du 1 novembre 2024, la MCC signait de façon unilatérale un nouveau contrat pour une durée de trois mois et par deux correspondances, le conseil de la SAPROM attirait l'attention de la MCC sur le respect de toutes les dispositions du contrat de prestations en date du 1 novembre 2022 avec des propositions aux fins de règlement amiable.

Face à un échec de conciliation, la SAPROM décidait de saisir la juridiction de céans d'une action en responsabilité.

PRÉTENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Attendu que la requérante sollicite du tribunal de constater la rupture abusive du contrat et de condamner la défenderesse au paiement de la somme de 95.450.000 F CFA tous frais confondus ;

Qu'elle soutienne que la MCC s'est rendue coupable de maquillage juridique pour cacher une rupture abusive d'un contrat de prestation de services ; qu'elle a notifié deux préavis différents pour une résiliation ; que de ce fait elle a violé les dispositions des articles 4 et 13 du contrat et 1134 du code civil ;

Par conclusions en défense en date du 16 juin 2025, le conseil de la MCC soulevait in limine litis l'incompétence du tribunal ;

Qu'il affirmait que l'article 15 du contrat des parties a prévu en cas d'échec de règlement amiable, compétence est donnée au centre de Médiation et d'arbitrage de Niamey pour le règlement du litige ;

Que conformément à l'article 13 de l'acte uniforme portant arbitrage, la juridiction de céans doit se déclarer incompétente au profit de ce centre ;

Qu'il poursuive en soulevant une fin de non-recevoir tirée de l'extinction de l'instance ;

Qu'il explique que suivant requête en date du 02 avril 2025 le sieur SALISSOU LAOUALI a saisi le tribunal de commerce d'une action en paiement ; qu'en cours d'instruction, ce dernier par le biais de son conseil a, par lettre en date du 30 avril 2025 désisté de son action ; que donnant suite à sa volonté le juge de la mise en état rendait une ordonnance de constat de désistement d'action et d'extinction de l'instance ; que de part ce désistement d'action, le requérant n'est plus en droit de réassigner MCC ; que de ce fait son action est irrecevable sur le fondement de l'article 323 du code de procédure civile ;

Qu'au fond il sollicite de déclarer régulière la résiliation du contrat de prestation de services au motif que la MCC n'a exprimé que sa volonté contractuelle résultant de l'article 13 du dudit contrat ; que cette dernière ayant respecté le préavis de trois mois avant la résiliation n'a appliqué que les stipulations contractuelles et les dispositions de l'article 1134 du code civil ;

Qu'il conclut au rejet de la demande de dommages et intérêts en invoquant l'absence de faute contractuelle pouvant être imputée à la MCC et formulait une demande reconventionnelle ;

Suivant réplique, le conseil de la SAPROM faisait observer que la clause compromissoire contenue dans le contrat de prestations de service n'était pas claire ;

Que le centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey n'étant pas une juridiction arbitrale par le choix donné aux parties de recourir soit à la Médiation soit à l'arbitrage, cette clause vide toute l'essence d'une juridiction arbitrale avec ses sentences arbitrales ; que de ce fait le tribunal de céans doit se déclarer compétent ; A la barre le conseil de la MCC faisait remarquer d'une part qu'en raison d'une clause d'arbitrage le tribunal est incompétent et d'autre part l'ordonnance du juge de la mise en état constatant le désistement d'action du sieur Salissou Laouali fait obstacle à toute nouvelle action ; Qu'en réplique maître AMANI YAHOUZA déclarait qu'il n'y avait pas de clause compromissoire dans le contrat du fait de l'absence de désignation d'un juge arbitral ; Qu'en ce qui concerne le désistement d'action, il précisait que la première action avait été intentée par le Sieur SALISSOU LAOUALI alors que la deuxième est celle faite par la SAPROM ; qu'en présence de deux sujets juridiques différents on ne saurait parler de désistement ;

DISCUSSION

EN LA FORME

SUR L'EXCEPTION D'INCOMPÉTENCE DU TRIBUNAL DE CÉANS

Attendu que l'article 15 aliéna 2 et 3 du contrat des parties prévoit un règlement amiable et en cas d'échec donne compétence au Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey, pour trancher le litige ;

Attendu que l'article 13 de l'acte uniforme sur l'arbitrage dispose « Lorsqu'un différend faisant l'objet d'une procédure arbitrale en vertu d'une convention d'arbitrage est porté devant une juridiction étatique, celle-ci doit, su l'une des parties en fait la demande, se déclarer incompétente » ;

Attendu qu'il résulte de l'article 1134 du code civil, que le contrat est la loi des parties ;

Attendu qu'en l'espèce il ressort des pièces du dossier, notamment le contrat de prestations de services qu'en cas d'échec de conciliation, le litige sera soumis au Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey ;

Attendu que le conseil de la SAPROM estime que cette clause compromissoire n'est pas claire au motif que ledit centre à une double vocation : arbitrage et médiation ;

Que n'étant pas une juridiction arbitrale par essence, le tribunal saisi est comptent ;

Mais attendu que si certes le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey a pour compétence soit la médiation soit l'arbitrage, il n'en demeure pas moins que les parties qui y font recours et qui entendent être régies par un juge arbitral, le centre leur en désigne un ; qu'en effet ledit centre après sa saisine détermine le mode de règlement prévu par les parties et renvoie les parties soit devant un médiateur soit devant un arbitre ; qu'en l'espèce en recourant à ce centre, il lui appartient de leur désigner un arbitre pour trancher le litige ; que cet arbitre procédera au règlement du conflit dans les conditions prévues par l'acte uniforme sur le droit d'arbitrage ;

Qu'ainsi la clause compromissoire prévue à l'article 15 du contrat des parties est

claire et ne souffre d'aucune ambiguïté ; que le contrat étant la loi des parties, il y a lieu de se déclarer incompétent et de renvoyer les parties devant le centre de médiation et d'arbitrage de Niamey conformément à leur volonté contractuelle ;

SUR LES DÉPENS

Attendu que la SAPROM a succombé ; qu'elle sera condamnée aux dépens conformément à l'article 391 du code de procédure civile ;

PAR CES MOTIFS LE TRIBUNAL

Statuant Publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort :

EN LA FORME

- **Reçoit l'exception d'incompétence soulevée par le conseil de la MCC ;**
- **La déclare fondée ;**
- **Se déclare par conséquent incompétent ;**
- **Renvoie la cause et les parties devant le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey ;**
- **Condamne la SAPROM aux dépens ;**

Avis d'appel : 08 jours à compter du prononcé de la décision devant la chambre commerciale spécialisée de la Cour d'Appel de Niamey ; par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal de commerce ou par exploit d'huissier ;

LA PRÉSIDENTE

LA GREFFIÈRE

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 18/08/2025

LE GREFFIER EN CHEF P.I